

7^{ème} rencontre scientifique de Ribat Al Fath

Relations Maroc-Europe

*Quelles perspectives
pour une nouvelle coopération
euro-méditerranéenne?*

Mohammed Tawfik Mouline
Directeur Général
Institut Royal des Etudes Stratégiques

16 décembre 2008

Sommaire

1

Présentation

La Méditerranée : poids, caractéristiques et problématiques

2

Contexte

Deux éléments nouveaux : l'Union pour la Méditerranée et le statut avancé

3

Enjeu

Comment renforcer davantage la coopération euro-méditerranéenne ?

Sommaire

1

Présentation

La Méditerranée : poids, caractéristiques et problématiques

2

Contexte

Deux éléments nouveaux : l'Union pour la Méditerranée et le statut avancé

3

Enjeu

Comment renforcer davantage la coopération euro-méditerranéenne ?

Que représente la Méditerranée au niveau mondial ? *(21 pays dont la Palestine)*

- **7%** de la population
- 12% de la population immigrée
- **14,1%** du PIB mondial
- **6.3%** des surfaces émergées de la planète
- **40 %** des arrivées de touristes internationaux dans le monde, 30 % des recettes touristiques mondiales et 23 % des emplois dans le secteur des services
- 30% du fret maritime et 28% du trafic mondial de transport pétrolier maritime
- **10%** des espèces végétales du globe sur seulement 1,6% de la surface terrestre (la Méditerranée est une écorégion)
- 6% de la production de pétrole et 5% de celle de gaz (Algérie, Egypte, Libye, Tunisie et Syrie)
- **9%** de la consommation de l'énergie primaire et 10% de la consommation électrique
- **7%** des émissions de gaz carbonique

La Méditerranée : une région hétérogène

Une véritable fracture nord/sud sur les plans

- **Economique** : rapport entre les PIB par habitant des pays nord de la Méditerranée et des PSEM de 9,7 (PIB courant) et de 4,1 (PIB en PPA). Le rapport extrême (PIB en PPA) est de 8 entre la France et la Syrie en 2004
- **Informationnel** : rapport de 8 entre l'Italie et l'Algérie en ce qui concerne le nombre d'utilisateurs d'internet pour 1.000 habitants en 2005

Une croissance économique insuffisante

➡ **Au nord (2,6%** pour les 30 dernières années) et **au sud (4,3%)** malgré l'interdépendance commerciale et économique forte entre les deux rives de la Méditerranée :

- **Faiblesse des dépenses en R&D** au nord (moins de 1,2% du PIB sauf pour la France - 2,2% -) et, surtout, au sud-est (moins de 0,7% du PIB sauf Israël - 4,9% -)
- **Economie de rente au sud**
- **Transition économique** (du rural à l'industriel puis au tertiaire) **non achevée** dans la plupart des PSEM
- **Niveau de chômage élevé des jeunes** au nord et au sud : généralement supérieur à 10% et pouvant atteindre 20% en Algérie

Un bassin méditerranéen soumis à de multiples tensions

Une littoralisation développée

Le tiers de la population méditerranéenne est concentré dans les régions côtières aussi bien au nord qu'au sud/est (près de 37% de la population urbaine)

Une urbanisation accélérée

Evolution du **taux d'urbanisation** à l'échelle de la Méditerranée de 54% en 1970 à **64% en 2000** pour atteindre **72% en 2025**, avec une forte réduction des écarts entre les pays du nord et les PSEM (21% en 1970 à 11% en 2004)

Un vieillissement de la population au nord

17,4% de la population a plus de 65 ans contre 5% dans les PSEM

Une forte mobilité des populations

Pouvant s'intensifier à l'avenir, rendant la situation explosive en cas de politique restrictive de l'immigration en Europe : la **population immigrée représente 5,2% de la population des pays méditerranéens** contre 3% à l'échelle mondiale (8,4% au nord et 2,7% au sud)

Une dégradation de l'environnement et une rareté des ressources naturelles et de l'eau

Environ **3.500 m³ par habitant** pour la moyenne des **pays du nord** et beaucoup moins que **1.000 m³ par habitant** pour les **PSEM** (en dehors de la Turquie) contre une moyenne mondiale de 6.800 m³ par habitant

Une situation géopolitique tendue

- ✓ Importance des **conflits récurrents** (500.000 victimes en 20 ans)
- ✓ **Part élevée des dépenses militaires** sur la rive est (**5,9% du PIB** contre 2,4% au niveau mondial)
- ✓ Crispation des opinions publiques après le 11 septembre 2001 sur des positions identitaires et xénophobes, voire islamophobes
- ✓ Montée de l'islamisme radical, dans un contexte marqué au sud-est, par un processus démocratique peu avancé, un niveau élevé d'analphabétisme, une faible participation de la femme et une poussée démographique (**2,4%** l'an sur les trente dernières années et 1,3% à l'avenir)

Sommaire

1

Présentation

La Méditerranée : poids, caractéristiques et problématiques

2

Contexte

Deux éléments nouveaux : l'Union pour la Méditerranée et le statut avancé

3

Enjeu

Comment renforcer davantage la coopération euro-méditerranéenne ?

L'Union pour la Méditerranée (UpM): alternative pour le renforcement de la cohésion régionale ?



Lancement officiel du projet de l'UpM A l'issue du Sommet de Paris du 13 juillet 2008 avec un total de 43 pays.

Description

Fondée sur une **coopération renforcée dans certains domaines prioritaires** (l'énergie, l'environnement, la protection civile et les transports), à travers la mise en œuvre de **projets susceptibles de stimuler la croissance et l'emploi, de développer la cohésion régionale et l'intégration économique**

Processus

Tenue de **sommets biannuels des chefs de gouvernement** et mise en place d'une **coprésidence** (sommets et réunions annuels des ministres des affaires étrangères, réunions ministérielles sectorielles, réunions de hauts fonctionnaires et réunions du comité Euromed)

Financement

Ressources financières devant prendre **appui sur les mécanismes financiers existants** (FEMIP, IEVP...), en sus des fonds supplémentaires provenant du secteur privé, des institutions financières internationales, de la coopération bilatérale et des contributions des Etats membres de l'UE et des partenaires méditerranéens

Facteurs clés de succès de l'Union pour la Méditerranée

1

Capacité de l'UpM à **dépasser les insuffisances du processus de Barcelone**

2

Aptitude de l'UpM à **tracer les lignes d'un futur commun** via :

- l'acquisition **d'une dimension politique plus forte** à la hauteur des défis économiques, écologiques et humains auxquels sont confrontés les pays méditerranéens
- la mise en place des **structures institutionnelles communes, inspirées de l'Union Européenne**, notamment une banque méditerranéenne d'investissements à l'image de la BERD, pour assurer un financement conséquent des projets d'infrastructure dans la région
- l'incitation à **l'émergence d'une logique de développement**, fondée sur le renforcement de la productivité, en mettant l'accent sur les problèmes fondamentaux qui ne sont pas liés uniquement aux échanges commerciaux, comme la santé, l'éducation, la qualité du système bancaire, la qualité des services publics, l'aménagement du territoire, l'urbanisme et la politique industrielle

Statut avancé Maroc-Union Européenne



Octroi du Statut Avancé au Maroc à l'issue de la 7^{ème} session du Conseil d'Association (Luxembourg) **13 octobre 2008**



Une **réponse légitime** aux réformes déployées par le Maroc sur les plans économique, social, politique et institutionnel



Une avancée par rapport aux approches passées de la coopération bilatérale tenant notamment à :

- sa capacité à susciter une **modernisation rapide et irréversible** de l'économie marocaine, à travers une intégration renforcée au marché communautaire
- sa focalisation sur des **volets structurants**, avec l'instauration de multiples réseaux de solidarité institutionnelle, sociale et politique

Statut avancé : quatre dimensions majeures



Politique et institutionnelle : possibilité pour le Maroc d'adhérer aux conventions et structures du Conseil de l'Europe



Economique et financière : intégration progressive du Maroc au marché intérieur de l'Union et plus grande connexion aux réseaux trans-européens (énergie, transport..)



Humaine : promotion de la coopération en matière de formation et de recherche et mise en place de plates-formes technologiques impliquant les entreprises



Adhésion aux agences et participation aux programmes européens, y compris ceux ouverts aux seuls pays membres et à ceux en processus d'adhésion

Statut avancé : des opportunités réelles, mais quelques interrogations qui persistent

- 1 Quelle serait sa **compatibilité avec les autres initiatives de coopération régionale**, notamment l'Union pour la Méditerranée, le Maghreb, la Grande Zone de Libre Echange Arabe ?
- 2 Comment rendre le statut avancé au service d'une **plus grande proximité économique** vis-à-vis du **continent africain** ?
- 3 La formule du statut avancé serait-elle **généralisée à d'autres pays de la région** ? Y aura-t-il une **formule unique ou plusieurs** ?
- 4 Le statut avancé serait-il un **substitut parfait à l'adhésion future du Maroc à l'UE** ? ou bien laisse-t-il la porte ouverte à une intégration plus poussée à l'espace européen ?
- 5 Quelle **opérationnalité** serait-elle donnée à l'**adoption par le Maroc des politiques communes, des valeurs, des objectifs, des procédures de l'Union** ?
- 6 Qu'en est-il du **financement du coût de la convergence institutionnelle** et des **charges afférentes à la participation aux agences et programmes européens** ?
- 7 Quel **risque d'incompatibilité** y aurait-il entre l'alignement sur les **politiques étrangères européennes** et les autres **engagements** du Maroc notamment vis-à-vis du **monde arabe et musulman** ?
- 8 Quelles perspectives offre le statut avancé en matière de **libre circulation des personnes** ?
- 9 Comment **concilier entre les valeurs de l'Union et les fondements de la société marocaine** ?

Comment rendre le statut avancé profitable pour le Maroc ?

Financement

Renforcement de l'engagement financier consenti par l'UE en faveur du Maroc pour accompagner la mise en œuvre des réformes nécessaires à **l'adoption d'une partie non négligeable de l'acquis communautaire**

Poursuite de la dynamique interne des réformes

Intégration régionale

Poursuite des efforts en faveur de l'intégration régionale tant au niveau du Maghreb qu'au niveau de l'espace euro-méditerranéen pour relever les défis qui interpellent l'avenir de la région dans sa globalité

Mécanismes institutionnels

Mise en place de mécanismes institutionnels rénovés pour le renforcement des capacités du Maroc, en s'inspirant des dispositifs dont ont bénéficiés les PECO durant leur processus d'adhésion

Sommaire

1

Présentation

La Méditerranée : poids, caractéristiques et problématiques

2

Contexte

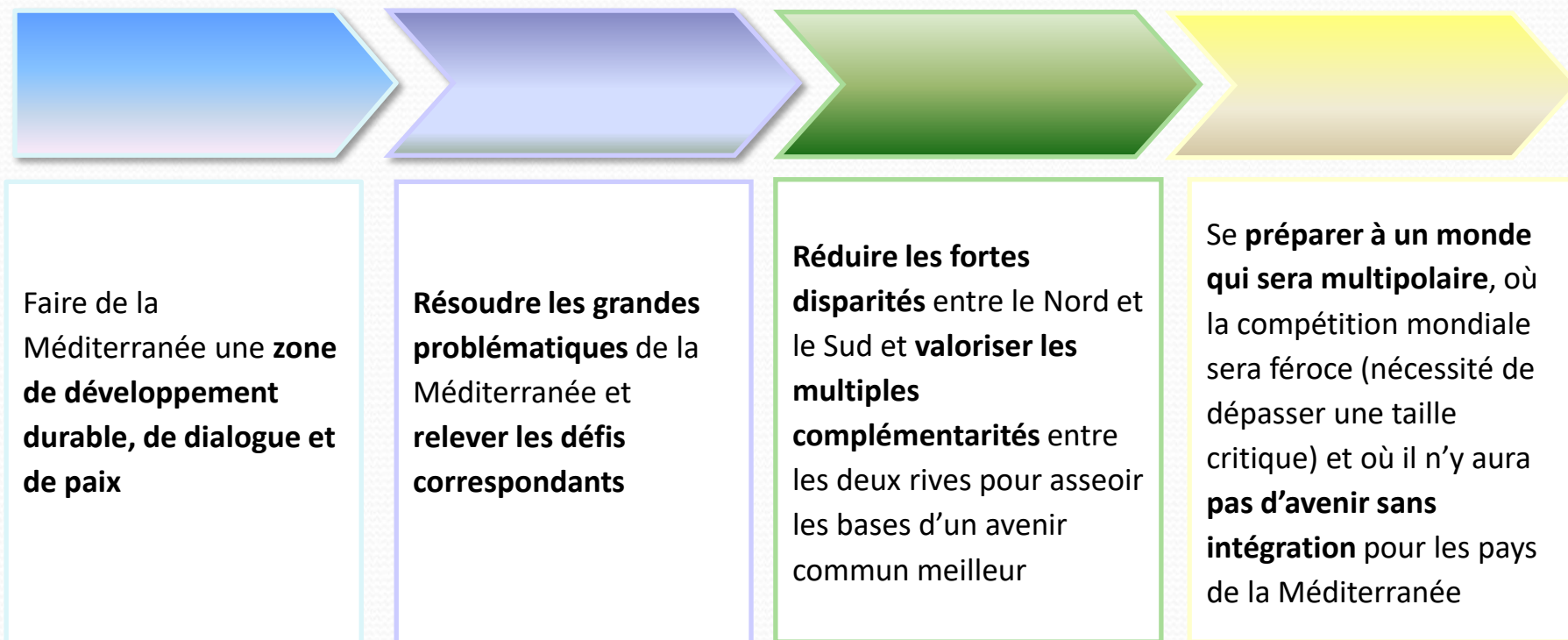
Deux éléments nouveaux : l'Union pour la Méditerranée et le statut avancé

3

Enjeu

Comment renforcer davantage la coopération euro-méditerranéenne ?

La coopération devrait être centrée sur les grandes problématiques de la Méditerranée



La coopération devrait offrir une perspective d'intégration aux PSEM

1

Réunir certains préalables afin de surmonter les blocages actuels

- Œuvrer en faveur d'une **paix durable au Proche-Orient** à travers un dialogue politique renforcé et une plus grande diffusion de la prospérité économique
- **Progresser sur la question du rapprochement des valeurs** (modernité occidentale ou islamisme politique)
- **Promouvoir la gouvernance et la transition démocratique**

2

Progresser sur les questions qui peuvent accélérer le développement régional

- Mettre en place des **mécanismes de financement novateurs** permettant aux PSEM de mieux réussir le cap de l'ouverture et de la libéralisation économique
- **Réduire l'hétérogénéité** au niveau des positions des pays européens vis-à-vis des PSEM
- **Encourager la coopération Sud-Sud** en valorisant les complémentarités sectorielles évidentes tant dans l'industrie que dans les services
- **Concevoir une politique migratoire constructive** dans un contexte de complémentarité démographique, à placer au centre des préoccupations des deux parties
- **Renforcer le rôle clé du secteur privé** pour accélérer la convergence entre le Nord et le Sud de la Méditerranée

La coopération devrait offrir une perspective d'intégration aux PSEM

3

Compléter l'UPM par des projets à caractère structurant

- **Renforcer la coopération dans le domaine agricole**, à travers entre autres une ouverture élargie du marché agricole européen aux exportations agricoles des PSEM
- **Approfondir la coopération** sur les questions liées au **changement climatique et au développement durable**
- Appuyer la mise en œuvre des projets dans le domaine des **infrastructures**, maillon faible de l'intégration régionale
- **Promouvoir la société du savoir euro-méditerranéenne** (y compris la dimension culturelle)

4

Rendre l'intelligence économique au service du développement de la Méditerranée

- **Favoriser les échanges** d'expériences, le partage d'informations et la création de réseaux
- **Promouvoir le débat** autour des questions liées à la mondialisation et ses implications pour la Méditerranée
- Permettre une **plus grande diffusion de l'information** au profit des acteurs économiques de la région
- Favoriser le **développement des Think Tanks** au niveau régional pour servir de forum consultatif sur les questions liées à la construction régionale à l'image des Think Tanks européens